Service des Litiges de BRUGEL

X / SIBELGA

(dossier R11 - 0134)

DECISION

La plainte, introduite pour Monsieur X par Infor GazElec, porte sur le tarif « hors contrat » de la consommation d'électricité du plaignant (11024 kW/h) entre le 4 décembre 2006 et le 5 août 2011, établie (après retrait de la facture erronée n° (...) du 26 août 2011) par la facture n° (...) du 26 septembre 2011, d'un montant de 5375,63 €.

Est également en suspens, pour le gaz, la facture n° (...) du 5 décembre 2011, pour la période du 1^{er} mars 2007 au 13 août 2009, d'un montant de 5061,6 €.

Le tarif contesté a été fixé, pour les deux énergies, respectivement en vertu des articles 194, § 3, al. 3 du Règlement technique électricité¹ et 150, § 3, al. 3 du Règlement technique gaz².

En raison de cette base juridique, le Service des Litiges est compétent pour traiter la plainte³.

Analyse générale, et analyse particulière de la facture d'électricité.

Entré dans son appartement le 1^{er} novembre 2006, Mr X trouve les compteurs ouverts (Sibelga les a descellés pour le propriétaire le 3 avril 2006 ; le compteur électrique est resté à « 1 » jusqu'au 4 décembre 2006) mais ne conclut aucun contrat d'abonnement. En outre, quoique le lui prescrive l'article 6 de son contrat de bail⁴, signé le 2 mars 2007, dont il ne

¹ Règlement technique pour la gestion du réseau de distribution d'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 – M.B. 29.11.2006).

² Règlement technique pour la gestion du réseau de distribution de gaz en Région de Bruxelles-Capitale, approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 – M.B. 18.09.2006).

³ Ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, article 30novies, § 1^{er}, 1° et 4°, y inséré par l'ordonnance du 20 juillet 2011 (M.B. 10 août).

⁴ « Article 6 : Charges particulières de l'appartement. L'abonnement privé aux distributions d'eau, d'électricité, de gaz, de téléphone, de radio, de télévision ou autres, et les frais y relatifs tels que coût des raccordements, consommations, provisions et locations de compteurs sont à charge du preneur, ainsi que la taxe pour l'enlèvement des immondices. Pour ces charges, le preneur paiera à leur échéance, les relevés des sociétés ou régies concernées. »

souvent plus au moment où il dépose plainte via Infor GazElec⁵, il ne conclut aucun contrat de fourniture.

Le premier passage de Sibelga a lieu, selon la plainte, en juillet 2011, dans le but de « fermer le compteur ». Il ressort toutefois des informations fournies par Sibelga que :

- un relevé a été effectué le 5 avril 2011 ;
- un document de régularisation a été, faute d'avoir accès aux installations, déposé sur place le 4 mai, document auquel il n'a pas été donné suite ;
- une nouvelle visite a eu lieu le 16 juin, sans succès ;
- une lettre de « demande d'accès » a alors été envoyée au propriétaire, Mr Y ;
- le 8 juillet a eu lieu une visite pour la fermeture du compteur d'électricité, mais Mr X a refusé d'y laisser accès ; c'est alors, toutefois, aux termes de la plainte, qu'il « se rend compte du problème et de l'erreur dans laquelle il se trouvait en payant des charges locatives à son propriétaire pour l'électricité » et le gaz alors que celui-ci n'avait fait aucune démarche pour conclure des contrats avec un fournisseur d'énergie » (Plainte, Les faits, 2^e al.).

On peut supposer que les informations en vue de passer soit chez un fournisseur de son choix soit chez le fournisseur par défaut ont été communiquées au propriétaire ; en tout cas, le dossier ne fait état ni de leur communication ni de leur éventuelle absence.

- le 25 juillet, Sibelga fixe avec le propriétaire un rendez-vous pour le 1^{er} août, et le lendemain, 26 juillet, Mr X contacte Sibelga, qui lui explique l'obligation de souscrire un contrat de fourniture ;
- le 27 juillet, Mr X demande l'ouverture officielle du compteur ; il est transféré vers le Service Accueil clientèle, avec lequel un rendez-vous est fixé pour le 5 août.
- La consommation électrique à facturer est donc celle mesurée entre le 4 décembre 2006 et le 5 août 2011.

Il n'y a contestation ni sur la période (« Monsieur X emménage (...) le 1^{er} novembre 2006 »⁶), ni sur la quantité d'énergie, mais sur le tarif dit « bris de scellés », puisqu'il n'y a pas eu bris de scellés : après l'avoir affirmé, Sibelga s'est rétracté : voir supra p. 1, al. 5. Demeure toutefois le fait de la consommation sans contrat.

Il y a lieu de distinguer, dans l'article 194 du Règlement technique « électricité », précité, le fait du bris de scellés et l'intention frauduleuse évaluée en fonction de critères

⁵ Annexe à la plainte, Les faits, al. 1^{er} : « Il ne semble pas qu'il y ait de bail écrit ».

⁶ Plainte, p. 1, alinéa 1^{er}. Dans une lettre postérieure à la plainte, Infor GazElec indique, sans expliquer le changement de date, que Monsieur X est entré dans les lieux « en mars 2007 ». Une lettre du propriétaire à Sibelga, du 25 mai 2011, indique que l'appartement est loué depuis le 1^{er} mars 2007 par Mr X. Faute de communication d'index d'entrée, Sibelga a facturé toute la consommation depuis le dernier index précédant, un « move out » du 4 décembre.

objectifs (indépendamment de toute bonne foi) déterminés en vertu dudit Règlement par le gestionnaire du réseau de distribution, en l'occurrence Sibelga. L'absence de contrat, dans un contexte où la bonne foi peut être mise en doute⁷, en raison de l'utilisation de moyens déloyaux pour obtenir un avantage indu ou pour échapper à l'exécution de la réglementation, constitue à juste titre ce « critère objectif » requis par le Règlement technique.

En effet, depuis 2007, Mr X dit payer ses charges « pour l'électricité et le gaz », à l'encontre de l'article 6 de son contrat de bail (cfr note infrapaginale 4) et de l'article 8⁸. Il ne reçoit pas, semble-t-il, la moindre facture, sans s'en inquiéter, alors que l'article 113, 4° du Règlement technique interdit indirectement une telle consommation, la preuve de la conclusion d'un contrat de fourniture étant indispensable pour accéder au réseau.

A aucun endroit, le dossier ne mentionne une quelconque difficulté de compréhension du contrat. Faut-il rapprocher cela du fait que Mr X reconnaît n'avoir pas lu ce qu'il signait, « chose très courante chez les non-juristes », à l'estime d'Infor GazElec ?

On ne manquera pas de s'étonner, enfin, de l'attitude de Mr X lorsque Sibelga tente d'effectuer les relevés requis. On peut certes remarquer la longueur de la période pendant laquelle les relevés n'ont pas été effectués, cela n'atténue en rien la responsabilité de Mr X, consommateur de gaz sans contrat ni facture, qui néglige de régulariser sa situation lorsque Sibelga l'y invite, et refuse, du moins dans un premier temps, l'accès de ses compteurs lorsque Sibelga veut effectuer les relevés.

Il est difficile de croire, dans tout ce contexte, à l'absence de tentative de fraude (au sens, prérappelé, du Règlement technique) dans le chef de Mr X. L'absence de contrat durant la période visée est en effet, dans ce contexte, significative soit d'une tentative de ne pas respecter la réglementation et de ne pas payer ses consommations d'énergie, soit d'une négligence dans la gestion de ses propres affaires : or, ne pas lire ce que l'on signe est peut-être un fait courant chez des non-juristes, cela n'en constitue pas moins une négligence dans la gestion de ses affaires. Rien n'empêchait Mr X, au moment de la signature du contrat ou même par la suite, de se faire éclairer par une personne compétente sur la portée exacte de ses engagements contractuels.

En conclusion de quoi, le Service des Litiges déclare, compte tenu de l'analyse de la facture d'électricité et de l'attitude de Mr X, que les données contenues dans la facture d'électricité visée ci-dessus pour la période « hors contrat » du 4 décembre 2006 au 5 août 2011 sont correctement fondées, et la facture, exigible. Pour l'année 2008, le tarif

⁷ Le principe du Code civil (article 2268) selon lequel « la bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver » figure dans une section relative à la prescription acquisitive d'immeuble.

⁸ « pour les charges communes : 25 € (minuterie et communs) » : il est clairement indiqué ce que ce montant de 25 € recouvre ; et quand bien même ce n'aurait pas été précisé, on aurait pu déduire que la part de l'énergie, dans un aussi faible montant, aurait été elle-même étonnamment basse !

dit « bris de scellés » n'ayant pas été approuvé par la CREG, c'est le tarif « usuel » qui sera utilisé.

Concernant le paiement de la consommation d'électricité entre le 4 décembre 2006 et le 1^{er} mars 2007, le Service des Litiges ne peut intervenir dans l'éventuelle contestation, de droit civil, entre le locataire et le propriétaire : aucun accord entre eux concernant la communication de l'index d'entrée ne dispense le locataire d'y procéder, à l'égard de Sibelga, ni ne l'exonère de l'obligation de payer au fournisseur concerné la quantité d'énergie consommée.

Analyse de la facture de gaz.

En ce qui concerne le gaz, le Service des Litiges n'a été saisi d'aucune plainte. Il constate toutefois que la facture de gaz pour la période « hors contrat » telle que fixée ci-dessous, reste à ce jour impayée, à l'instar de la facture d'électricité pour la période de consommation hors contrat qu'elle indique ». Le Service des Litiges en déduit l'existence d'une plainte tacite, exprimant la même attitude du plaignant que celle qu'il adopte dans sa plainte à l'égard de la facture d'électricité. Le Service des Litiges s'estime donc saisi, à l'égard de la facture de gaz, par connexité d'objet et de motivation de plainte.

La consommation visée est celle de la période du 1^{er} mars 2007 (date du début du contrat de bail) au 13 août 2009 (date de conclusion du contrat de fourniture).

Dès août 2009, étonnamment, puisqu'à l'époque il croyait payer son énergie en même temps que ses charges mensuelles (cfr supra p. 3, al. 1er), il sollicite un contrat pour le gaz, mais sans jamais demander à Sibelga d'ouvrir le compteur, ni s'étonner de ne pas recevoir de factures...

Quoi qu'il en soit, c'est suite au constat du « bris de scellés » (cfr supra, p. 2), en juillet 2011, que le contrat de fourniture a été activé, à la date du mois d'août 2009, de sorte que la période de consommation « hors contrat » a été fixée à cette date – et non à la date du mois d'août 2011, comme c'est le cas pour l'électricité ; en outre, le début de cette période a été fixée au 1^{er} mars 2007, date du contrat de bail, et non au 4 décembre 2006 comme c'est le cas pour l'électricité.

Compte tenu de ce qui précède au sujet de la facture de gaz et, plus haut, au sujet de la facture d'électricité et de la qualification de l'attitude de Mr X, le Service des Litiges DECIDE que les données contenues dans la facture de gaz pour la période « hors contrat » du 1^{er} mars 2007 au 13 août 2009 sont correctement fondées, et la facture, exigible. Pour l'année 2008, le tarif dit « bris de scellés » n'ayant pas été approuvé par la CREG, c'est le tarif « usuel » qui sera utilisé.

Fait à Bruxelles, le 30 novembre 2012

Le Service des Litiges.